

l'ena

hors les murs

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

www.aaeena.fr

Dossier

**XY au XXI^e siècle :
enfin l'égalité ?**

numéro 1407 - prix : 20,00 € - ISSN 1950-9224

France périurbaine, crime : expression politique et réalité du terrain

Par **Xavier Raufer**¹

S'agissant de la vie quotidienne et de la sécurité dans les banlieues des métropoles françaises, partons de la réalité du terrain :

- le 15 octobre, Julien Denormandie, secrétaire d'État près le ministre de la cohésion des territoires, affirme au *Parisien* que « La sécurité est le premier des enjeux dans les banlieues » ;
- ce même jour, alors qu'« un adolescent de 12 ans est tué à coup de barres de fer », *Le Point* signale que « Selon le ministère de l'Intérieur, quatre-vingt-dix bandes organisées existent en France, la moitié à Paris et sa proche banlieue » – chiffre douteux, on le verra plus bas ;
- ce même jour, les maires (socialistes) des Lilas et de Bagnolet (93) déplorent qu'il existe un seul commissariat pour Les Lilas, Bagnolet, Romainville et le Pré Saint-Gervais, aire suburbaine de plus de 100 000 habitants, marquée par la drogue et un quotidien criminel affectant toujours plus ses habitants.

Depuis un demi-siècle, telle est l'histoire française des banlieues et du crime. On parle des « Territoires perdus de la République », mais on fait peu de cas de la réalité du terrain, ni du retrait des forces de l'ordre des quartiers et cités en cause.

Réalité du terrain : 90 bandes criminelles pour toute la France ? Est-ce crédible ? Comparons avec des pays à taille et population analogue : *Scotland Yard* compte quelque sept cents bandes juvéniles criminelles dans le grand Londres. Idem pour l'Allemagne fédérale. Notre ministère de l'Intérieur a-t-il bien compté ? Ou bien, ce qu'il qualifie de bande est-il restrictif au point d'occulter le réel du terrain ? Tout policier d'une BAC de banlieue sait fort bien qui il affronte au quotidien. Or ce savoir fin du crime local atteint peu le sommet. Du fait d'une préoccupante édulcoration, bien peu du réel criminel de terrain ne parvient au cabinet du ministre.

Mais quel est le réel criminel de la France périurbaine ? Notre centre de recherche dispose là-dessus d'une précise base documentaire. Voilà ce qu'elle nous apprend² :

- *Chaque jour en France, des bandes criminelles s'affrontent* – Un adolescent de 12 ans tué à la barre de fer... Guerres de bandes de plus en plus dangereuses et tout le temps... Cent personnes impliquées dans une rixe entre bandes... Expédition mortelle dans le Pas-de-Calais... Rassemblement contre les violences inter-quartiers... Ces bandes d'ados qui s'affrontent jusqu'à la mort... Recrudescence des rixes à Paris... Affrontements entre jeunes d'Asnières et d'Aubervilliers...
- *Chaque jour en France, des policiers sont attaqués par des malfaiteurs* – Une trentaine d'individus attaquent les policiers escortant une victime... Les policiers attaqués par une vingtaine d'individus... Les policiers caillassés après un accident...

- *Chaque jour en France, des règlements de comptes entre bandits* – Un adolescent de 17 ans blessé par balles... Fusillade dans un bar, un mort, un blessé grave... 2^e mort dans la fusillade près des Champs-Élysées... Aujourd'hui, les armes sortent pour un oui ou un non... Les clients d'une pizzeria ciblés par des tirs de kalachnikov...
- *Chaque jour en France, adviennent des braquages de proximité* – Braquage au couteau pour de la drogue... Braquage au marteau... Ils défoncent une banque au tractopelle...
- *Chaque jour en France, la population victime des criminels* – Une jeune femme violée et dépouillée en pleine nuit... Une dizaine d'agresseurs tabassent un automobiliste pour lui voler sa voiture... Le fils de Valéry Giscard d'Estaing dépouillé par deux jeunes Roms... Une sortie d'élèves annulée à cause des dealers d'héroïne... Un bus criblé de balles... Seine-Saint-Denis, les commerçants rackettés brisent l'omerta...
- *Chaque jour en France, la criminalité se répand* – Le proxénétisme des cités s'aggrave... Pétition pour enrayer la violence à Melun... Voitures incendiées, cambriolages, trafics, une pétition dénonce l'insécurité...

Quel diagnostic, alors, sur notre réel criminel ? En France, en 2018, le seul vrai problème de sécurité est celui des quartiers hors-contrôle qui s'embrasent quand on touche à un malfaiteur ; quartiers où déferle la cocaïne inondant la France ; quartiers d'où sont issus l'évadé Redouane Faïd et Redouane Lakdim, assassin du colonel Beltrame ; où des policiers sont lynchés ou victimes attentats. Quartiers où, depuis un demi-siècle, la Politique de la ville a occulté le crime, la terreur, les trafics ; dont les dirigeants successifs de la V^e République, actuels y compris, ignorent la dimension criminelle-terroriste.

Voilà pour les territoires. Et les criminels ? Dans la France actuelle, l'essentiel de la criminalité des rues (sans doute plus de 70 % du total) émane d'individus mal ou pas intégrés, hantant ces quartiers où ils s'affrontent, agressent au quotidien, vendent en masse des stupéfiants.

Reste l'aveuglement officiel, sa difficulté à réaliser l'état concret des banlieues, par croyance en l'hugolienne illusion que la misère sociale explique tout - d'abord en Seine Saint-Denis. Cette croyance est-elle vraie ? Vue de près, la vérité est surprenante.

1 - Xavier Raufer enseigne au Master – sciences criminelles & criminologie du CNAM. Il est professeur associé à l'institut de recherche sur le terrorisme, Université Fu Dan, Shanghai, Chine et à l'université George Mason (Washington DC), centre de lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale et la corruption.

2 - Tout ce qui suit reprend des titres de quotidiens et hebdomadaires de province, où transparait encore une vérité du terrain qu'on ne retrouve hélas presque plus dans la presse nationale d'information, pour qui ces "faits divers" manquent sans doute de pertinence.

Seine-Saint-Denis : une réelle « misère sociale » ?

Pour homogénéiser les comptes publics européens (et mieux taxer les États membres) Eurostat (l'Insee de l'E.U.) exige désormais que ces États membres intègrent à leur Produit intérieur brut, « thermomètre » de la richesse nationale, leurs transactions illicites estimées : travail au noir, argent des trafics d'alcool, tabac, stupéfiants, prostitution - activités illégales mais cependant, commerces réels de biens et services, (définition : « Transaction de libre choix, par accord mutuel des parties impliquées »). Pour l'Insee, longtemps sceptique sur l'aspect volontaire de ces « commerces » (addiction des toxicomanes, prostituées-esclaves...), cela fait 3 milliards d'euros par an, 3 à 4% du PIB français.

Regardons ensuite chez nos voisins : l'économie illégale fait environ 12 % de la richesse nationale d'une Italie membre d'origine de l'UE et plutôt coulante en matière de pratiques sociales. Imaginons alors que, dans une France, partout ailleurs mieux régulée, la Seine-Saint-Denis soit une sorte d'Italie interne et redressons-là dans la même proportion – car notre comptabilité publique n'intègre pas ces compensatoires trafics illicites.

Alors qu'un certain misérabilisme dit le « 9/3 » aux tréfonds de la misère, cette pauvreté est-elle réelle ? Voici (pour 2010, derniers chiffres publiés permettant comparaison) les dix départements français au taux de pauvreté (apparent) le plus haut : Seine-Saint-Denis, Aude, Pyrénées Orientales, Corse, Gard, Vaucluse, Pas-de-Calais, Ardennes, Hérault, Creuse.

Cherchons ensuite à connaître le Pib présent de la Seine-Saint-Denis. Complexe : depuis une décennie, l'Insee publie les Pib de l'Île-de-France en un bloc régional. Cependant, l'Insee fournit chaque année à Eurostat des données départementales détaillées. Là, d'immenses tableaux révèlent des chiffres précis et récents.

Ces derniers chiffres Eurostat remontent à 2014 (totalisés, ils sont cohérents avec ceux, globaux, de l'Insee en mars 2017) :

- Hauts-de-Seine : ± 154 milliards (ci-après Md.) d'€
- Seine-Saint-Denis : ± 59 Md €
- Val-de-Marne : ± 54 Md €
- Yvelines : ± 53 Md €
- Essonne : ± 47 Md €
- Seine-et-Marne : ± 40 Md €
- Val-d'Oise : ± 34 Md €.

Redressons maintenant le Pib de six des sept départements de l'Île-de-France des + 3 % de l'économie illicite-criminelle (proportion valant pour la France entière). Par ailleurs, sans aller jusqu'aux 12 % de l'Italie, corrigeons modestement la « zone grise » de Seine-Saint-Denis de +10 % : on obtient ainsi le réaliste PIB suivant :

- Hauts-de-Seine : ± 159 Md €
- Seine-Saint-Denis : ± 65 Md €
- Val-de-Marne : ± 56 Md €
- Yvelines : ± 55 Md €
- Essonne : ± 48 Md €
- Seine-et-Marne : ± 41 Md €
- Val-d'Oise : ± 35 Md €

De loin, la Seine-Saint-Denis est ainsi le second département le plus riche d'Île-de-France, alors que le PIB des Hauts-de-Seine est artificiellement gonflé par le quartier de la Défense, où maints grands groupes ont leur siège social et paient donc taxes, impôts, etc. Pour conclure : comme on l'a compris, la fortune invisible du « 9-3 » irrigue surtout ses fameux quartiers sensibles, ceux de la Politique de la Ville. La Seine-Saint-Denis, « département misérable » ? Sans doute plus une apparence qu'une réalité.

B U L L E T I N D ' A B O N N E M E N T



l'ena hors les murs

Je souscris à abonnement(s) d'un an à l'ENA Hors les murs au prix annuel unitaire de 70,00 € (France) ou 100,00 € (Étranger).

Nom

Prénom

Adresse

Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de € libellé à l'ordre de l'AAE-ENA

Demande d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à : l'ENA Hors les murs 226, Bd Saint-Germain – 75007 Paris – Tél. : 01 45 44 49 50 – Télécopie : 01 45 44 02 12